

129054-2026 - Mise en concurrence

**France – Services de production de films cinématographique et de vidéos et services connexes
– Vivier Prestations de productions audiovisuelles pour le groupe La Poste**

OJ S 38/2026 24/02/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: La Poste

Adresse électronique: cyrielle.glatre@laposte.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité de l'entité adjudicatrice: Services postaux

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Vivier Prestations de productions audiovisuelles pour le groupe La Poste

Description: Le groupe La Poste souhaite mettre en place un vivier d'agences de productions audiovisuelles pour la conception, la réalisation, la production et la post production de supports audiovisuels de type institutionnel/corporate, communication interne/externe ou présentation d'offres et services. Ce marché concerne le périmètre géographique : France Le traitement des données de La Poste, y compris l'hébergement, la sauvegarde et/ou la consultation devra impérativement être localisé au sein de l'Union Européenne (UE), d'un pays de l'Espace Economique Européen (EEE), d'un pays reconnu comme adéquat par l' Union Européenne.

Identifiant de la procédure: 11666335-0629-4a3a-9f62-14c9f01614a1

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 92110000 Services de production de films cinématographique et de vidéos et services connexes

2.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (économiques/ financières ou techniques/ professionnelles), il doit : - Justifier des capacités de ce ou ces opérateurs et - Apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié, notamment une attestation sur l'honneur de cet autre opérateur économique confirmant ses capacités et leur mise à disposition du candidat pendant l'exécution du marché. La demande de participation accompagnée des renseignements et documents demandés (sur questionnaire

d'information ou sous format libre) devront être remis sur le Portail Fournisseurs (<https://e-sourcing.extra.laposte.fr>). En cas de difficulté, les candidats pourront contacter la cellule support au 02 72 65 29 10 ou mag.fournisseur@laposte.fr. Tous les documents demandés devront être remis avant la date et l'heure limites mentionnées dans l'avis. Le candidat souhaitant répondre via le DUME le remettra au format pdf et au format xml dans un ZIP. Conformément aux dispositions de articles R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés dans le cadre du présent avis qui peuvent être obtenus via un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique accessible gratuitement par La Poste et ses filiales. Dans ce cas, le candidat précisera dans le dossier de réponse toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Base juridique:

Directive 2014/25/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux: La non remise des documents indiqués ci-dessous entraînera l'élimination du candidat. Le candidat remettra, sur la plate-forme Provigis (<https://www.provigis.com/>), les documents indiqués ci-dessous : 1/ son numéro unique d'identification 2/ Si le candidat se trouve admis au redressement judiciaire au sens de l'article L. 631-1 du Code de commerce, joindre la copie du jugement prononçant un plan de redressement ou habilitant la poursuite des activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché conformément à l'article L 2141-3 du Code de la commande publique. Si le candidat est admis à un procédure équivalente régie par un droit étranger, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée s'il n'est pas rédigé en langue française. 3/ une déclaration dûment datée et signée sur papier à en-tête du fournisseur, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L.2141-1,L.2141-4 et L.2141-5 du Code de la commande publique 4/ les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique, c'est-à-dire : - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses cotisations et contributions sociales et attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. - une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA, de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) 5/ si le candidat emploie des salariés étrangers : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Les candidats établis à l'étranger fournissent les pièces prévues aux articles D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail. 6/ si le candidat emploie des travailleurs détachés, les pièces prévues à l'article R.1263-12 du Code du Travail. Si le candidat se présente en groupement, il fournira une lettre de constitution du groupement, signée par chacun de ses membres, précisant les dénomination, adresse, téléphone et adresse électronique de chacun des cotraitants, l'identité du mandataire, et les pouvoirs qui lui sont donnés. Chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Vivier Prestations de productions audiovisuelles pour le groupe La Poste

Description: Le groupe La Poste souhaite se faire accompagner par des prestataires pour la conception, la réalisation, la production et la post production de supports audiovisuels institutionnels à forte valeur ajoutée pour diffusion sur tous types de médias (communication interne, communication externe, sites Internet, réseaux sociaux...). La création de ces supports nécessite non seulement une prestation de production audiovisuelle mais requiert également des prestations portant sur la proposition d'une vision créative, la conception de scénario, l'accompagnement des équipes internes. Les prestations audiovisuelles pourront être : des films institutionnels, des vidéos innovantes, des interviews, des reportages, des captations vidéo, des montages de vidéos, des podcasts, du motion design et animation, des webinars... Les prestations concerneront l'ensemble des entités du groupe La Poste pour un contrat d'une durée ferme de 24 mois, reconductible 2 fois 12 mois (4 ans). Le nombre d'attributaires envisagé pour ce lot est de : 6 Le montant annuel estimatif des prestations est de 1 110 000€ HT. Le montant maximum du marché est fixé à 4 900 000 €HT, sur la durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises. La durée de validité de l'offre doit être d'un an. Les candidats retenus seront remis en concurrence selon le mode de fonctionnement suivant : - Prestation < 10k € => demande de devis auprès d'un prestataire du vivier - Prestation entre 10k et 25k € => demande de devis auprès de trois prestataires minimum du vivier - Prestation > 25k € => demande de devis auprès de tous les attributaires du vivier.

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 92110000 Services de production de films cinématographique et de vidéos et services connexes

Options:

Description des options: Les options sont les périodes de reconductions du marché. Le marché sera conclu pour une durée ferme de 24 mois, renouvelable par périodes de reconduction successives de 12 mois dans la limite de 2 fois sauf dénonciation dans les conditions prévues au contrat.

5.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

5.1.3. Durée estimée

Date de début: 01/10/2026

Date de fin de durée: 30/09/2030

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 0

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 4 440 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui
Informations complémentaires: Il est précisé qu'une même entreprise ne pourra pas faire acte de candidature : - En candidat individuel et en tant que membre d'un ou plusieurs groupements Et/ou - En tant que membre de plusieurs groupements. La Poste retiendra les 12 candidats les mieux classés au regard des critères déterminés ci-dessous, sous réserve de l'obtention d'une note supérieure ou égale à 12/20.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Ratio financier

Description du critère de sélection: Pérennité financière (critère pondéré à 20%) : Le candidat devra fournir à La Poste, les liasses fiscales ou documents équivalents (c'est à dire bilans, comptes de résultats, annexes numérotées de 2050 à 2059 inclus et les rapports de gestion) des 3 derniers exercices disponibles. En cas de création récente, le candidat devra fournir tout autre justificatif de nature à démontrer sa capacité économique et financière. Si le candidat se présente en groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

Critère: Effectif moyen annuel

Description du critère de sélection: Effectifs (critère pondéré à 15%) Le candidat indiquera (en %) sur les 2 dernières années 2024 et 2025 : - la part de l'effectif dédié à la création, conception et réalisation des prestations audiovisuelles sur l'effectif global de la société - la part de l'effectif dédié à la production de prestations audiovisuelles sur l'effectif global de la société. - la part de l'effectif dédié à la post production de prestations audiovisuelles sur l'effectif global de la société. Pour chacune des catégories, le candidat précisera s'il dispose de l'effectif directement (salarié) ou indirectement (freelance).

Critère: Chiffre d'affaires annuel spécifique

Description du critère de sélection: Chiffre d'affaires annuel spécifique (critère pondéré à 25%) Le candidat indiquera le % de chiffre d'affaires sur la production audiovisuelle dans le chiffre d'affaires global de la société sur les deux derniers exercices (sous-pondération 10%) Le candidat indiquera le % de chiffre d'affaires sur la réalisation de films institutionnels dans son activité de production audiovisuelle sur les deux derniers exercices (sous-pondération 5%) Le candidat indiquera le % de chiffre d'affaires sur la réalisation de films de communication interne (reportage terrain, interview) dans son activité de production audiovisuelle sur les deux derniers exercices (sous-pondération 5%) Le candidat indiquera le % de chiffre d'affaires sur la réalisation de films de présentation d'offres et de services dans son activité de production audiovisuelle sur les deux derniers exercices (sous-pondération 5%)

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références clients (critère pondéré à 40%) Le candidat présentera 3 références clients de moins de 3 ans pour des prestations équivalentes à celles objets du marché auquel il candidate, pour des clients ayant une organisation similaire à La Poste (entreprises à réseaux, avec une forte notoriété) dont : * un film institutionnel * un film de communication interne (interview / reportage terrain) * un film de présentation d'offres et de services À ce titre le candidat fournira pour chaque référence client : - nom de la société cliente, secteur d'activité - date du marché - durée du marché - intitulé et contenu du marché (la prestation réalisée, la problématique, l'intention et la traduction dans la vidéo, la méthodologie, l'équipe dédiée, le planning de réalisation, le film réalisé ou le script du film proposé) - montant annuel du marché en Euros HT Le candidat fournira pour chacun des

marchés une attestation délivrée par le client (avec l'identification du service ou de la Direction concerné(e)). À défaut, le candidat fournit une attestation sur l'honneur mentionnant ces mêmes informations, La Poste se réservant le droit d'en vérifier la réalité auprès du client.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Critères informatifs Le critère suivant est uniquement informatif, il permet à l'acheteur d'avoir des précisions sur la capacité de l'opérateur économique candidat ou du groupement d'opérateurs économiques candidats à réaliser des productions audiovisuelles. Pour cela l'opérateur économique candidat ou le groupement d'opérateurs économiques candidats devra fournir un document pour justifier son code APE par exemple : 5911A, 5911B et 5912Z. Dans le cas d'un groupement, chaque membre devra fournir les éléments requis.

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Questions relatives aux droits de propriété intellectuelle

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Description de la garantie financière: Le candidat devra fournir à La Poste avant la signature du contrat une attestation d'assurance (RC exploitation, RC professionnelle).

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 16/03/2026 11:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions d'exécution du contrat sont décrites dans les documents du marché.

Un accord de confidentialité est requis: non

Facturation électronique: Non autorisée

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué: Dans le cas où le marché serait attribué à un groupement, afin de sécuriser l'exécution du marché pendant toute sa durée, le groupement devra avoir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Arrangement financier: - Financement du marché par les ressources propres de La Poste. - La Poste procède au paiement, sauf disposition légale contraire ou accord spécifique entre les

parties, dans un délai de 60 jours à compter de la date d'émission de la facture. - L'Euro est l'unité monétaire choisie pour le paiement des prestations, fournitures ou travaux. - Les sous-traitants bénéficieront du paiement direct dans les conditions du Code de la Commande Publique.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, en partie sans remise en concurrence et en partie avec remise en concurrence
Nombre maximal de candidats: 6

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Le Médiateur des entreprises

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence peuvent exercer un référé précontractuel (article 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) avant la signature du contrat ou un référé contractuel (articles 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: La Poste

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: La Poste

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: La Poste

Organisation qui traite les offres: La Poste

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: La Poste

Numéro d'enregistrement: 356000000

Adresse postale: 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA

Ville: PARIS

Code postal: 75015

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Cyrielle HANSE-GLÂTRE

Adresse électronique: cyrielle.glatre@laposte.fr

Téléphone: +33762714413

Adresse internet: <https://www.laposte.fr>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Profil de l'acheteur: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. **ORG-0002**

Nom officiel: Tribunal Judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750111101763

Adresse postale: PARVIS DU TRIBUNAL DE PARIS

Ville: PARIS CEDEX 17

Code postal: 75859

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: tj-paris@justice.fr

Téléphone: +33144325151

Adresse internet: <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. **ORG-0003**

Nom officiel: Le Médiateur des entreprises

Numéro d'enregistrement: MEDiateur_ENTREPRISES

Adresse postale: 98 -102 RUE DE RICHELIEU

Ville: PARIS

Code postal: 75002

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Le médiateur des entreprises

Adresse électronique: mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

Téléphone: +33100000000

Adresse internet: <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 76dcca76-5c0a-4972-9b74-c8184e48ccc3 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 17

Date d'envoi de l'avis: 20/02/2026 15:55:22 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 129054-2026

Numéro de publication au JO S: 38/2026

Date de publication: 24/02/2026